

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in Africa



MEDIA MONITORING

26 August 2014

Délimitation des frontières entre la RDC et le Rwanda : semaine décisive

Source : Le Potentiel (RDC)

25 août 2014 - Le problème des frontières entre la RDC et le Rwanda ne devait plus se poser. Au terme des échanges de Goma qui seront suivis cette semaine d'une descente sur terrain, des experts de deux pays pensent parvenir à une délimitation définitive. Ce qui devait, en principe, dissiper tout malentendu et ouvrir une nouvelle ère dans la région.

Cette semaine, du 25 au 30 août, une équipe d'experts ainsi que des représentants des autorités locales doivent mener une délicate mission : matérialiser un peu plus de 200 km de frontière entre la République démocratique du Congo et le Rwanda. Une frontière à la fois terrestre (de Goma à Gisenyi), lacustre (à travers le lac Kivu) et fluviale (le long de la rivière Ruzizi), marquée par de multiples tensions et exactions depuis des années.

C'est au cours d'une rencontre bipartite, qui s'est tenue début août dans la ville congolaise de Goma dans le Nord-Kivu, que la décision a été prise. Le Rwanda et la République démocratique du Congo vont matérialiser leur frontière commune par des bornes sur la partie terrestre et par des bouées au niveau du lac Kivu.

A priori, le tracé de la frontière n'a pas été source de discorde. Les délégués des ministères congolais et rwandais de l'Intérieur ainsi que les membres de la commission permanente des frontières Rwanda-RDC se sont facilement mis d'accord en se basant sur la carte coloniale dressée en 1911, entre la Belgique (le premier colonisateur du Congo) et l'Allemagne (le second colonisateur du Rwanda).

A la sortie de la réunion, le vice-gouverneur du Nord-Kivu, Feller Lutayichirwa Muiwahale, a assuré que les travaux de démarcation iraient jusqu'à leur terme, d'autant que six bornes-frontières sur les vingt-deux mises en place à l'époque coloniale ont déjà été localisées. Du côté rwandais, le chef de la délégation James Ngango a affiché la même confiance. « Le procès-verbal qui vient d'être lu et signé l'atteste, il n'y a aucune seule raison de penser que ce qui vient d'être

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

signé ne sera pas appliqué », a-t-il déclaré devant la presse sur place. Les deux parties se sont même engagées à se revoir en septembre pour évaluer l'opération de terrain.

Au regard de la situation mouvementée dans l'Est de la RDC, cette entente peut surprendre. Kigali est régulièrement accusé d'ingérence et soupçonné de nourrir des ambitions territoriales du côté congolais, tandis que Kinshasa a bien du mal à imposer son autorité sur son immense territoire. Mais force est de constater que la donne a changé depuis que la rébellion du M23 dans le Nord-Kivu a déposé les armes après l'offensive, en octobre dernier, des forces congolaises appuyées par les casques bleus de l'ONU.

Un signe ?

« La RDC a repris la main et a fait évoluer sa politique », observe le géographe et diplomate français, Michel Foucher. Pour ce spécialiste, auteur de *Frontières d'Afrique pour en finir avec un mythe* (CNRS Editions), c'est ce que révèle ce travail de délimitation frontalière. « C'est un vrai signe de pacification, souligne-t-il dans une interview à la rédaction de TV5MONDE. Les deux capitales sont désormais prêtes à s'entendre sur l'usage de la frontière ». « En rendant la frontière visible, on supprime tout prétexte d'incursion pour telle ou telle force armée », poursuit Michel Foucher.

Dans cette zone stratégique qui fait le pont entre l'ouest et de l'est du continent, c'est aussi l'annonce d'une frontière normalisée facilitant les échanges. « C'est cela le but de l'opération : mettre fin au racket des douaniers, lutter contre la contrebande, encourager le commerce transfrontalier. Dès lors, analyse Michel Foucher, la frontière ne sera plus vécue comme une barrière mais deviendra une ressource pour les populations locales ».

La démarche semble d'autant plus prometteuse que la République démocratique du Congo a également entrepris un abornement de sa frontière plus au sud avec son voisin ougandais. « A la demande des deux pays, un dossier est en cours », affirme Michel Foucher. A croire que le très sarcastique adage rwandais, « là où finit la logique, commence le Congo », est sur le point de tomber en désuétude...

Un programme continental

A l'échelle africaine, l'affirmation des frontières est largement encouragée depuis le lancement en 2007 d'un programme spécifique sous l'égide de l'Union africaine. « Initié par l'ancien président du Mali Alpha Oumar Konaré et financé par la coopération allemande, précise Michel Foucher, le programme fonctionne très bien dans l'ouest, autour du Mali, du Sénégal et du Burkina, ainsi qu'autour du Mozambique qui a développé des politiques spécifiques. En revanche, ça ne marche pas du tout dans la corne de l'Afrique, autour de l'Ethiopie, de la Somalie et du Soudan » où les conflits politico-territoriaux sont loin d'être réglés.

Les Etats n'ont pas obligation de se conformer au programme. « Cela se fait sur la base du volontariat, explique le géographe. Quand ils le veulent, les Etats déclarent leur situation frontalière et s'engagent à procéder à la démarcation. Cela va même jusqu'à la création d'un poste unique de contrôle sur les grandes axes routiers et à la création d'écoles dans le cadre

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

d'une coopération transfrontalière d'initiative locale », se réjouit Michel Foucher. Il est prévu que ce programme prenne fin d'ici 2020.

AU defends immunity clause for sitting presidents

Source: Daily Nation (Kenya)

25 August, 2014 - The African Union (AU) has defended the decision by members to approve a clause in its protocol that would shield sitting heads of state from prosecution for war crimes.

The Director for the African Union Legal Counsel, Vincent Nmehielle, on Monday evening told the Nation the clause in the Statute of the African Court of Justice and Human Rights “is not a departure” from known international legal systems and is only meant to ensure governments are not “interrupted.”

“This immunity is not absolute. It is only extended during their term of office. It doesn’t mean that they can never be tried for war crimes or crimes against humanity or for genocide,” Prof Nmehielle told the Nation in Nairobi.

“I have never seen that any leader can lead forever. There is a misconception that African leaders continue to be bad and that is not really a fair assessment.

International Legal Systems

“If they committed those crimes while in office, it means that the prosecution will wait until they leave the office, which appears to be in accord with a number of international legal systems where no criminal prosecutions against a sitting head of state are preferred.”

The AU’s legal chief was speaking on the sidelines of a meeting that the AU has called in Nairobi to “brainstorm on a strategy to speed up ratification, accession and implementation of the OAU/AU treaties in Eastern Africa.”

The two-day event that ends on Tuesday has drawn attendants from Kenya, Uganda, Ethiopia, Madagascar, Tanzania and other countries from the region.

Participants will review a protocol adopted at an AU summit in June in Equatorial Guinea that would give more teeth to the African Court of Justice and Human Rights to try suspects for war crimes, crimes against humanity and genocide.

Atrocities

But specific focus was drawn by civil society groups from 40 African countries earlier in the day, who demanded that the legal experts advise member states to drop article 46A, which provides that no sitting head of state should face crimes against humanity charges.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

“The immunity provision is a regrettable departure from the AU’s Constitutive Act, which rejects impunity under article 4,” said Mr George Kegoro, the director of the Kenya chapter of the International Commission of Jurists.

“Immunity takes away the prospect that victims can access justice at the African court when leaders commit atrocities. African states should take a clear stand opposing this immunity.”

Rwanda arrests army officers in crackdown

By pmnews

25 August, 2014 - Authorities in Rwanda have arrested several senior and former top military figures, an official said Monday, in an apparent crackdown against internal critics of the country’s strongman and president, Paul Kagame.

Army spokesman General Joseph Nzabamwita refused to say why three prominent military figures had been held, and referred queries to reports carried by the pro-government New Times newspaper.

According to the paper, former presidential guard chief and serving colonel Tom Byabagamba was arrested on Saturday “over suspected involvement in crimes against state security”.

“Byabagamba was arrested on Saturday as part of investigations into the case involving two retired army officers who were arrested earlier in the week,” the paper added, quoting the army spokesman.

Last week security forces arrested former brigadier-general Frank Rusagara, who had previously served as a senior official in the defence ministry and as defence attache to London.

Also arrested was retired captain David Kabuye.

Rwandan authorities have not released any further details of the accusations, although according to a Rwandan political expert, the arrests do not appear to be linked to the activities of banned, exiled opposition groups.

“The arrests essentially target those who have a reputation of being loose cannons who are sometimes critical and without necessarily being seen as traitors in the real sense of the term,” said the source, who spoke on condition he not be named.

“The objective is to keep discipline in the party,” he added, referring to the Rwandan Patriotic Front (RPF) — led by President Kagame and which has dominated the country since its then-rebel army ended the 1994 genocide.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Kagame has been credited with overseeing dramatic economic advances while in office, although he has also come in for mounting criticism for suppressing dissent, including the alleged assassinations of exiled opposition figures.

Cadavres du lac Rweru: le Burundi et le Rwanda enquêtent conjointement

Source : RFI

26 August, 2014 - Les découvertes macabres se poursuivent sur le lac Rweru situé dans le nord-est du Burundi. Une équipe composée de responsables administratifs et policiers burundais et rwandais se sont rendus sur place lundi et y ont découvert deux nouveaux corps enveloppés dans de grands sacs flottant sur les eaux de ce lac qui sépare les deux pays. Cela porte à cinq le nombre de cadavres retrouvés dans ce secteur depuis une semaine.

Cette affaire fait la Une des journaux au Burundi depuis plusieurs jours. Ce sont des pêcheurs qui ont donné l'alerte après avoir trouvé à plusieurs reprises depuis le début du mois de juillet, flottant sur les eaux du lac Rweru, des cadavres d'hommes et de femmes, pour certains ligotés. Le lac Rweru, le plus grand du nord lac du nord du Burundi, fait frontière avec le Rwanda.

Le chef de la délégation rwandaise assure que ces corps ne proviendraient pas du Rwanda. C'est le même son de cloche que l'on entend côté burundais. Le ministre de l'Intérieur du Burundi, Edouard Nduwimana, s'est dit préoccupé et appelle à la sérénité entre les deux pays.

«... Jusqu'à présent, et selon les rapports qui nous sont transmis par l'administration locale, nous pouvons confirmer que ce ne sont pas des Burundais, explique Edouard Nduwimana... Les pêcheurs nous disent que ces cadavres viennent de la rivière Kagera qui (se) déverse dans le lac Rweru. Ce qui nous laisse à penser que ces cadavres viennent du Rwanda mais il n'y a pas de confirmation. C'est pourquoi des enquêtes sont nécessaires pour pouvoir confirmer ou infirmer si ce sont des corps de Rwandais qui viennent à partir de la Kagera ou si ce sont d'autres corps, ceux de Burundais jetés à partir du Rweru ».

Et le ministre appelle à l'apaisement : *« Le plus important est de rester serein et de ne pas se jeter la faute entre Rwandais et Burundais : que ce soit des Rwandais ou des Burundais, il s'agit d'être humains, c'est ça qui est déplorable. Des enquêtes conjointes sont menées du côté rwandais et du côté burundais et d'ici peu je crois que l'on pourra vous en révéler le résultat ».*

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Congo says two samples test positive for Ebola in northern outbreak

Source: Reuters

Kinshasa, 24 August, 2014 - Two out of eight cases tested in an outbreak of deadly fever in the north of the Democratic Republic of Congo were positive for the Ebola virus, Health Minister Felix Kabange Numbi said on Sunday.

The World Health Organization said on Thursday that at least 70 people had died in an outbreak of hemorrhagic gastroenteritis in Congo's northern Equateur province. A WHO spokesman had said the outbreak was not Ebola. (Reporting by Bienvenu-Marie Bakumanya; Writing by Daniel Flynn; Editing by Robin Pomeroy)

Ebola confirmed by Democratic Republic of the Congo, 'no link to West Africa outbreak': Health Minister

Source: Outbreak News Today

By Robert Herriman

24 August, 2014 - Just days after it was reported that an unidentified illness had killed dozens in the Democratic Republic of the Congo (DRC), the Ministry of Health is saying that two samples has tested positive for Ebola. Both the BBC and Reuters report on the first reported Ebola cases outside West Africa since the historical outbreak began.

The World Health Organization (WHO) posted on their Twitter page that a Collaborating Centre will now do confirmatory testing, which will be able to determine the strain.

Head of Public Relations/Social Media for the World Health Organization, Gregory Härtl elaborated on his Twitter page saying, "Need to wait for confirmatory tests but yes there could be 2 different strains here, meaning two different events/outbreaks."

In addition, Härtl posted "Ebola Confirmation tests for DRC will likely come tomorrow from Gabon."

To date, Guinea, the country where the outbreak had its genesis, has reported 607 cases and 406 deaths. Liberia is now at 1,082 cases and 624 deaths, Sierra Leone has seen 910 cases and 392 deaths and Nigeria is reporting 16 cases and 5 fatalities.

This brings the outbreak total to 2,615 cases and 1,427 deaths.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

UN mission in DRC creates Ebola taskforce in response to outbreak: spokesman

Source: Xinhua

United Nations, 26 August, 2014 - The United Nations peacekeeping mission in the Democratic Republic of Congo (DRC) has created a taskforce in response to a fresh Ebola outbreak in the African country, a UN spokesman told reporters here on Monday.

"The Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) reported today that the government of the DRC has confirmed that Ebola has resurfaced in the country," UN spokesperson Stephane Dujarric said at the daily briefing.

Dujarric quoted Congolese Health Minister Felix Kabange Numbi as saying that the outbreak killed 13 people since July in a remote village in Boende of Equateur Province, more than 1,200 km from the capital Kinshasa, but the strain of this outbreak was different from the one that's been ravaging West Africa.

"The Congolese authorities, the World Health Organization (WHO) and NGOs are mobilizing against the disease," said Dujarric.

"The United Nations Stabilization Mission in the DRC (MONUSCO) has created an Ebola taskforce, and is tracking and screening its staff traveling to and from the affected countries in West Africa," he added.

Ebola was first discovered in the DRC in 1976 and this is the seventh time the disease has broken out, said the UN spokesperson. The latest bout was in 2012 when some 36 people died in Province Orientale.

According to the latest WHO update, so far there have been 2, 615 cases and 1,427 deaths reported in Guinea, Liberia, Sierra Leone and Nigeria. Dr. David Nabarro, the United Nations System Coordinator for Ebola, is now in Guinea, after visiting Liberia and Sierra Leone.

Le Rwanda refuse l'accès à son territoire les personnes venant de trois pays touchés par Ebola

Source : Radio Chine Internationale

25 August, 2014 - Le Rwanda refuse désormais l'accès à son territoire les personnes venant de la Guinée, du Liberia et de la Sierra Leone, touchés par le virus Ebola, a annoncé lundi le ministère rwandais de la Santé dans un communiqué.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

"Le ministère de la Santé recommande fortement que tous les passagers en provenance des Républiques de Guinée-Conakry, du Liberia et de Sierra Leone, ou quiconque ayant voyagé dans ces pays au cours des 22 derniers jours soient empêchés d'embarquer dans les avions à destination du Rwanda (...), excepté les passagers munis d'une autorisation spéciale signée par le ministre de la Santé de la République du Rwanda", indique le communiqué.

"Tout passager affichant une température de 37,5 degrés et plus ne sera pas autorisé à entrer au Rwanda", précise le texte.

Le ministère de la Santé a assuré que la surveillance a été renforcée à tous les points d'entrée, y compris tous les postes frontières du pays.

Cette décision du Rwanda coïncide avec l'annonce de deux cas confirmés d'Ebola dans le nord de la RDC, son voisin.

Plusieurs pays africains ont imposé des interdictions aux passagers originaires des pays touchés par le virus Ebola.

Ebola : la suspension de vols vers les pays touchés n'est pas justifiée, selon l'ONU

Source : ONU

25 août 2014 - La suspension par plusieurs compagnies aériennes de leurs vols à destination et en provenance des pays d'Afrique de l'Ouest touchés par l'épidémie d'Ebola n'est pas justifiée, a rappelé lundi l'Organisation des Nations Unies.

« Cette mesure ne reflète pas ce que l'on sait sur la façon dont le virus se transmet entre les personnes », a souligné le porte-parole du Secrétaire général, Stéphane Dujarric lors d'un point de presse au siège des Nations Unies à New York.

Le porte-parole a rappelé plusieurs choses : le virus ne se transmet pas par l'air ; la transmission est peu probable par l'eau ou la nourriture ; une personne infectée par le virus Ebola n'est pas contagieuse tant que les symptômes ne sont pas apparus ; Ebola se transmet par contact direct avec le sang ou les fluides corporels d'une personne qui est malade.

En savoir plus>>

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Flight restrictions hamper ability to battle Ebola, UN cautions

Source: UN

25 August 2014 - The United Nations today cautioned against flight restrictions into and out of Ebola-affected countries in West Africa, saying such limitations were preventing the transport of critically-needed health workers and supplies, as well as contributing to economic and diplomatic isolation of the region.

“The current limitations on flights into and out of these countries, and the restrictions placed on aircraft originating from these countries transiting through airports in neighbouring countries, though understandable, are not warranted,” said chief UN Spokesperson Stephane Dujarric at the daily briefing at UN headquarters.

“It is not an optimal measure for controlling the import of Ebola virus disease,” he said. “The measure does not reflect what is known about the way in which the virus passes between people.”

[Learn more>>](#)

Rapatriement des réfugiés angolais : un mauvais départ

Source : Le Potentiel (RDC)

23 août 2014 - Sur les 500 réfugiés angolais recensés dans le premier convoi de rapatriement volontaire, seuls 350 ont été accueillis. Du coup, émoi dans le rang des réfugiés interdits de rentrer sur leur propre territoire et frustration du côté des officiels congolais et ceux du HCR. C’est un mauvais départ qui met au grand jour l’agenda caché de Luanda et pousse Kinshasa à se désister du mécanisme de rapatriement.

Conformément aux recommandations de la 7ème réunion tripartite RDC-HCR-Angola qui s’est tenue à Luanda à la fin du mois de juillet 2014, la République démocratique du Congo a, le mardi 19 août 2014, démarré le processus de rapatriement volontaire des réfugiés angolais vivant sur son territoire.

Sur les 48.000 qui ont été enregistrés par le HCR à travers la Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR), 30.000 volontaires seront rapatriés graduellement par nombre de 1.000 par semaine jusqu’au 31 décembre 2014. Après cette date, l’opération de rapatriement volontaire des réfugiés angolais vivant dans les provinces du Bas-Congo, Bandundu et Katanga appartiendra désormais au passé.

Il a été convenu à la dernière tripartite de Luanda que les 18.000 qui ont choisi de rester en RDC se conforment aux principes du pays qui les héberge. Etant étrangers, ils doivent se munir d’une carte de séjour.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Le mardi 19 août 2014, ils étaient 500 réfugiés angolais à faire partie du premier convoi préparé de commun accord entre les gouvernements de la RDC et de l'Angola, sous l'œil vigilant du HCR. Sur papier, tout a été réglé à la minute pour que cette première opération de rapatriement se déroule sans heurts. Mais, c'était sans compter avec la surprise qui attendait les réfugiés ainsi que tous les officiels conviés à ce convoi à la frontière entre les deux pays, notamment Kimpangu du côté congolais et Kimbata de l'autre côté de la frontière.

Voilà que, le jour j, Luanda crée la surprise en refusant l'entrée sur son territoire à plus de 150 de ses ressortissants. Dépité, le HCR n'a pas caché sa déception. « Leurs sauf-conduits (Ndrl : le document qui devait leur permettre de traverser la frontière) délivrés par l'ambassade angolaise à Kinshasa n'ont pas été acceptés par les autorités angolaises », avait déclaré jeudi soir à l'AFP Céline Schmitt, porte-parole du HCR.

Kinshasa hausse le ton

Le gouvernement n'a pas non plus digéré cette volte-face des autorités angolaises. Par la voie de son ministre de l'Intérieur, Richard Muyej, il a promis ouvertement de revoir sa participation au mécanisme mis en place par le HCR en vue du rapatriement volontaire des réfugiés angolais présents sur le sol congolais. Hier vendredi, Kinshasa a menacé suspendre sa participation à ce processus si un nouvel incident se produisait à la frontière commune, a indiqué Richard Muyej.

« Si la même chose se produit, nous allons stopper le rapatriement et demander une rencontre urgente avec les autorités angolaises pour établir de nouvelles modalités pratiques, repartir sur de nouvelles bases et éviter de tels problèmes », a expliqué à l'AFP le ministre de l'Intérieur. Il a cependant relativisé, se disant convaincu que « l'erreur vient du côté des autorités angolaises ».

Fustigeant d'une certaine manière le peu d'intérêt des autorités angolaises à ces opérations de rapatriement, Richard Muyej avait déploré bien avant une « faiblesse de la partie angolaise », qui n'a pas, selon lui, dépêché en RDC « des experts chargés d'identifier les réfugiés angolais ». Un travail que seuls la commission nationale pour les réfugiés (CNR) et le HCR ont réalisé.

Aux dernières nouvelles, il nous revient que près de 116 réfugiés angolais auraient finalement traversé mais que 66 autres seraient encore dans l'attente d'être identifiés comme sujets angolais. Des sources concordantes rapportent que ce trop plein de réfugiés aurait été transféré dans le centre de transit de Kimpese, côté congolais. Apparemment désemparé, Richard Muyej est resté néanmoins optimiste quant à leur retour : « Nous allons les garder dans le centre de transit car nous savons qu'ils finiront par partir (...) parce qu'ils sont bel et bien angolais ».

L'agenda caché de Luanda

En effet, qu'il s'agisse des officiels congolais, des humanitaires et tant d'autres personnes, tout le monde était surpris par le comportement de l'Angola qui semblait exprimer un certain mépris à l'endroit de ses compatriotes. Bien que ces derniers aient rempli toutes les formalités d'usage au départ de Kinshasa, ils étaient, à leur arrivée à la frontière, soumis à certains imprévus sur les accords conclus à Luanda. Interdiction a été faite aux véhicules les transportant de franchir la barrière de Kimbata qui fait frontière entre les deux pays.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

A Kimpangu, les 500 réfugiés dirigés dans un site pour des raisons dont les autorités angolaises détiennent elles-mêmes le secret, devaient être soumis à un screening médical. Les officiels congolais comme les humanitaires n'en revenaient pas. Ils n'ont pas hésité de qualifier ce comportement de manque de considération à l'endroit de la RDC. Cela pour avoir campé sur leur position et fait fi à toutes les explications qui leur ont été données.

Film des événements

C'est après cinq heures que le premier bus a traversé la frontière à destination de Makela Do Zombo où était prévu un site de transit avant de procéder au dispatching des réfugiés dans leurs familles respectives. Jusque tard dans la soirée de mercredi 20 août 2014, 350 personnes seulement ont été autorisées d'entrer en Angola. Par le fait d'avoir posé des actes imprévisibles, ce pays a contraint les 150 autres à passer la nuit dans de mauvaises conditions.

L'attitude de Luanda étonne plus d'un. En effet, l'on s'explique très mal la réaction de Luanda du moment qu'il a été associé à toutes les étapes préparatoires qui ont précédé le lancement le mardi 19 août du premier convoi de rapatriement de ses compatriotes vivant depuis plus de quatre décennies pour certains en RDC.

A en croire le HCR qui pilote ces opérations, rien de tel ne pouvait survenir à la frontière. Bien plus, il hésiterait même à se lancer dans une nouvelle opération dès lors qu'il n'est pas rassuré du respect de toutes les procédures prévues en la matière. Le HCR ne cesse de soutenir qu'au départ de Kinshasa, tous les préalables nécessaires étaient déjà vidés au sein de la tripartite regroupant les experts de la RDC, de l'Angola et du HCR.

En fait, Luanda s'est rétracté en dernière minute sans raison valable. Il y a sûrement quelque chose qui se cache derrière son refus d'accepter des gens identifiés au départ comme réfugiés angolais. Qu'est-ce à dire ? Que Luanda, contrairement à ce qui se dit à l'officiel, ne serait pas prêt à accueillir sur son sol les 30.000 réfugiés candidats au retour volontaire. Il se plairait bien à les maintenir durablement en RDC ?

Selon les estimations les plus récentes, les Angolais seraient près de 48.000 en RDC. Si environ 29.000 veulent rentrer chez eux, quelque 18.000 ont choisi de rester dans leur pays d'accueil.

Il y a donc des zones d'ombre qu'il faut élucider pour éviter que ces opérations de rapatriement tournent en défaveur de la RDC. Kinshasa ferait mieux d'ouvrir l'œil, et le bon, pour ne pas se retrouver en position de dindon de la farce au bout du parcours.

Il faut craindre le pire

Dans tous les cas, le processus de rapatriement volontaire des réfugiés angolais, censé se terminer le 31 décembre 2014, est plombé à son point de départ. Rien qu'avec le premier convoi de 500 personnes, il s'est posé énormément des problèmes. Qu'advient-il par la suite lorsqu'on sait que d'autres provinces sont également concernées par cette opération ? Au Katanga, le lancement de cette opération est programmé pour le mois de septembre.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Pour éviter les désagréments évoqués ci-dessus, les deux voisins doivent se conformer aux accords conclus lors de la 7ème réunion tripartite de Luanda. Dans le cas contraire, on risque d'avoir des apatrides parmi les rapatriés qui ont volontairement décidé de regagner leur pays dans le seul but, comme ils ne cessent de le dire, de contribuer au développement de leur pays.

Balkanisation : La forte concentration de la Monusco dans l'Est de RDC ne serait pas un fait du hasard

Source : Le Potentiel via Kiongo Times

23 août 2014 - La Monusco peine malgré tous les moyens mis à disposition, à pacifier réellement la partie Est de la RDC. En activité depuis plus d'une décennie en terre congolaise, les troupes des Nations unies se butent à des difficultés de tous genres. A telle enseigne que leurs opérations ne donnent pas les résultats escomptés. Ce qui soulève bien souvent des critiques acerbes contre leur présence. Quid ? Tout serait fait pour que la notion de l'Etat disparaisse de la mémoire de ces Congolais « affranchis ». Autant dire que la forte concentration de la Monusco dans l'Est de la RDC ne serait pas un fait du hasard. Elle procéderait d'une logique qui, au finish, rejoindrait un schéma déjà tracé depuis des lustres, à savoir la balkanisation de la RDC. Pour ne pas en arriver là, la vigilance s'impose !

Depuis le 1er juillet 2014, la Monusco a décidé de concentrer l'essentiel de ses forces dans l'Est. Pour les uns, cette délocalisation pourrait accélérer les efforts de stabilisation de cette partie de la RDC ; pour les autres c'est l'autorité de l'Etat dans les provinces de l'Est s'en ressentirait amèrement. Ce qui, à la longue, pourrait faire le lit de la balkanisation de la RDC. D'où, la vigilance s'impose.

Née de l'accord de Lusaka conclu en 1999 entre le gouvernement de la RDC et les groupes rebelles qui occupaient chacun une portion de la RDC, la Monusco – Monuc à sa création – peine, malgré tous les moyens mis à disposition, à pacifier réellement la partie Est de la RDC.

En activité depuis plus d'une décennie en terre congolaise, les troupes des Nations unies se butent à des difficultés de tous genres. A telle enseigne que leurs opérations ne donnent pas les résultats escomptés. Ce qui soulève bien souvent des critiques acerbes contre leur présence.

Malgré les accusations de complicité ou de passivité, la Monusco a été pour beaucoup dans la survie de la RDC. Les défis sur le terrain étant énormes, la mission onusienne en RDC s'est souvent trouvée dans l'obligation de changer des stratégies en vue de répondre efficacement aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

C'est dans cet ordre d'idées qu'il faudrait placer le renouvellement du mandat de la Monusco jusqu'en juin 2015. Le Conseil de sécurité des Nations unies a attribué à cette dernière une

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

mission supplémentaire, à savoir traquer et neutraliser tous les groupes et milices armés qui pullulent dans l'Est de la RDC. Il s'agit plus particulièrement des FDLR (Rwandais) et des Adf-Nalu (Ougandais).

Cette nouvelle tâche justifie la création, parallèlement à l'important arsenal militaire dont dispose déjà la Monusco, de la Brigade spéciale d'intervention des Nations unies. C'est avec cette brigade, à laquelle prennent part des troupes tanzaniennes, malawites et sud-africaines, que les FARDC ont pu en novembre 2013 écraser les ex-rebelles du M23.

Les critiques acerbes de l'opinion publique n'ont pas facilité la tâche. « Autres temps, autres mœurs », renseigne un vieil adage. Apparemment, les Nations unies se sont inspirées de cette vieille sagesse en réorientant profondément leur action en RDC. Depuis le 1er juillet 2014, la Monusco a délocalisé l'essentiel de ses opérations vers l'Est. Désormais, toutes les opérations de paix menées par les troupes onusiennes sont commandées directement depuis Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu.

Pendant ce temps, à Kinshasa, la Monusco n'assure qu'un service minimum, essentiellement administratif. Cette forte concentration est sujette à plusieurs interprétations.

En effet, dans certains milieux, généralement acquis à la cause des Nations unies, on voit dans cette nouvelle stratégie de la Monusco une façon d'accroître la capacité opérationnelle des troupes onusiennes. L'on estime que la présence onusienne en RDC tire ses origines de l'insécurité permanente dans l'Est. De ce point de vue, il y aurait de bonnes raisons d'accumuler toutes les forces onusiennes dans ce qui passe pour l'épicentre de la crise congolaise.

Des « îlots de stabilité »

Les plus sceptiques ne sont pas de cet avis. Selon eux, la démarche de la Monusco procéderait d'un émiettement à petit feu du rôle de l'Etat congolais dans l'Est. Ils estiment que depuis plus d'une décennie, Kinshasa le contrôle des territoires occupés successivement par divers groupes armés aussi bien étrangers que nationaux.

En fait, les sceptiques soupçonnent la Monusco de se substituer à l'Etat congolais. Cela quand bien même la nature aurait horreur du vide. Pourquoi les Nations unies ne faciliteraient pas la restauration de l'autorité de l'Etat au lieu de faire le boulot de ce dernier ? Pour combien de temps la Monusco va-t-elle prendre le relais des groupes rebelles sur les territoires jadis occupés ?

En conférant hier mardi avec des responsables des médias congolais, le staff de la Monusco s'est félicité des avancées significatives qu'il a enregistrées dans l'Est. Et, pour consolider ses acquis en termes sécuritaires, la Monusco a pris l'option de créer ce qu'elle appelle des « îlots de stabilité ». Une dizaine d'entre eux ont déjà vu le jour dans certains coins de l'Est.

Le modus operandi est bien simple. Après avoir libéré une zone, la Monusco met en place une zone de stabilité pour permettre aux populations locales de se remettre et au besoin, refaire une

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

nouvelle vie. Ainsi, les soins de santé primaires, la réhabilitation des infrastructures de base et la sécurité sont dans certaines contrées de l'Est essentiellement assurés par les troupes onusiennes.

Si l'initiative est à saluer, le revers pourrait, à terme, être fatal pour l'avenir de la RDC. Il faut donc craindre la mise à l'écart progressive de l'Etat congolais jusqu'à son effacement de l'imaginaire collectif des citoyens congolais obligés avec le temps d'assimiler l'autorité de l'Etat à la Monusco plutôt qu'à l'Etat congolais. Au point que ce dernier pourrait finir par ne plus avoir d'emprise sur ces « îlots de stabilité ».

Par ailleurs, il nous revient que nombre d'Ongs internationales qui fourmillent dans l'Est travailleraient à cette fin.

Quid ? Tout serait fait pour que la notion de l'Etat disparaisse de la mémoire de ces Congolais « affranchis ». Autant dire que la forte concentration de la Monusco dans l'Est de la RDC ne serait pas un fait du hasard. Elle procéderait d'une logique qui, au finish, rejoindrait un schéma déjà tracé depuis des lustres, à savoir la balkanisation de la RDC.

Pour ne pas en arriver là, la vigilance s'impose !

Uganda: IGAD Leaders in Addis for an Extraordinary Session

Source: All Africa

By Asmamaw Ayenew

24 August 2014 - The leaders of the member states of the Inter Governmental Authority on Development (IGAD) have arrived in Addis Ababa on Sunday to take part in the regional bloc's 27th Extraordinary Session which is to take place on Monday.

Djiboutian President Ismail Omar Guelleh, South Sudanese President Salva Kiir Mayardit, Kenyan President Uhuru Kenyatta, Ugandan President Yoweri Museveni, Somali Prime Minister Abdiweli Sheikh Ahmed and Sudanese First Vice President Bekri Hassan Saleh have arrived in Addis for the meeting.

The focus of the 27th IGAD Extraordinary Session is expected to be the IGAD-led mediation process for South Sudan.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

S. Sudan rivals sign ceasefire deal

Source: SAPA (South African Press Association)

25 August, 2014 - Addis Ababa - South Sudan's warring leaders signed a fresh ceasefire deal Monday vowing to end more than eight months of conflict, according to mediators who threatened sanctions should the agreement fail once again.

East Africa's regional IGAD bloc, which mediated the talks between President Salva Kiir and his sacked deputy Riek Machar, called on the leaders to forge a unity government within 45 days.

Thousands of people have been killed and more than 1.8 million have fled civil war sparked by a power struggle between Kiir and Machar, who met Monday for the first time in more than two months.

An IGAD communique welcomed the “signature by the warring parties” to the deal, “which obliges the parties to bring the conflict to an end”.

Three previous ceasefire commitments have been broken within hours.

“As a region, we have to show that any party which violates agreements that there are consequences to misbehaviour,” Ethiopian Prime Minister Hailemariam Desalegn said at the summit of east African leaders.

“We are sending a clear message to the leaders of South Sudan. So delaying in the procedure will not be acceptable - if not the region will take action.”

Kiir and Machar last met in June, when they agreed to form a unity government within 60-days. They missed that deadline amid continuing war.

The United Nations has said the food crisis is the “worst in the world”, and aid workers warn of the risk of famine if the conflict continues.

The IGAD communique expressed “serious concerns over the worsening humanitarian situation in South Sudan where millions face famine, and which presents a threat to the national security of the entire region”.

Regional leaders at the summit included Djiboutian President Ismail Omar Guelleh, Kenya's Uhuru Kenyatta and Uganda's Yoweri Museveni.

Ugandan troops are supporting South Sudan's government forces in the battle against the rebels.

Fighting is between government troops, mutinous soldiers and ragtag militia forces divided by tribe.

“All agree that the peace process so far has been difficult, on a path wavering between hope and disappointment, between encouragement and scepticism,” said UN envoy Haile Menkerios.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

“The warring parties have to understand that further delays in the peace process cannot be tolerated.”

Ethiopia: The East Africa Standby Force pledging conference held in Kigali

Source: geeskaafrika.com

26 August 2014 - The conference attended by Defense Chiefs of Staff and security experts from the eleven countries involved including Burundi, Comoros, Djibouti, Ethiopia, Kenya, Rwanda, Seychelles, Somalia, Sudan and Uganda. A military spokesperson in Rwanda said after the meeting that it had been successful in securing commitments from members on the number of troops that would be on standby ready for deployment. He said Burundi agreed to contribute one battalion (850) of light infantry, Uganda pledged one motorized battalion, Ethiopia one motorized battalion and Rwanda one motorized battalion, and Kenya mechanized battalion. Comoros, Djibouti and Somalia will each contribute a squadron or company. In addition, the participants agreed to pledge four police units of between 140 and 170 men each. The Rwandan defense minister, General James Kabarebe, told the defense chiefs that they had a short time frame within which to get the force ready.

[Learn more>>](#)

Regional standby force to have 5,000 troops

Source: New Vision (Uganda)

By Raymond Baguma

25 August 2014 - Ten regional countries have committed to raise a military fighting force of 5,000 troops under the Eastern Africa Standby Force (EASF) following a meeting in the Rwandan capital Kigali.

However, the specifics of the force expected to become operational by December this year, are still being finalised by defence ministers from the member countries, Rwandan newspaper *New Times* reported.

This was at the closure of the five-day meeting of defence chiefs. The meeting was preceded by sessions of security experts and their respective chiefs of defence staffs.

[Learn more>>](#)

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Angola: UN Representative Commends Ongoing Justice Reform in Angola

Source: AllAfrica.com

Luanda, 25 August 2014 - UN System representative in Angola, Maria do Valle Ribeiro, praised the reform of the justice and law currently underway in the country with stress to the preparation of the new Criminal Code and other laws.

The official was speaking Monday at a seminar on "Promotion and protection of human rights", designed for National Police organs.

The event is sponsored by the Attorney General's Office, in partnership with UNDP, running until 26 August in Luanda.

Delivering her speech, Maria Ribeiro stressed that Angola has gradually ratified the main international conventions on human rights, as well as the implementation and application of domestic law.

According to her, the UN system, particularly the UNDP will continue to work with national institutions, toward the strengthening the human rights in Angola.

This is considered a key for the implementation the social justice and raising the Human Development rates.

On the other hand, the official stressed that the issue of protection and promotion of human rights of citizens is linked to the building of a fairer and inclusive society that may be at the service of citizens, particularly the most disadvantaged and vulnerable groups, such as women and children.